



Projet Mali centre pour la sécurité et le développement
Enquête de perception menée du 13 au 29 septembre 2022

Gouvernance, développement et sécurité dans les régions de Bandiagara, Douentza, Mopti, San et Ségou

//// Restitution de l'enquête de terrain



SIPRI et POINT SUD
Financement Union européenne

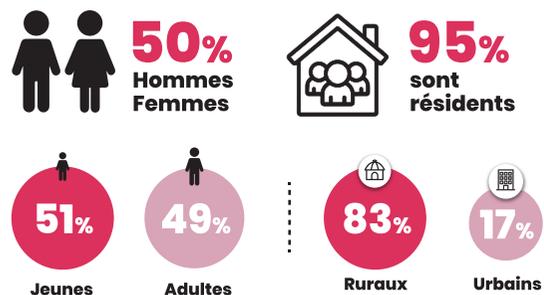


PROJET MALI CENTRE

Méthodologie

Dans le cadre d'un projet financé par la délégation de l'Union européenne, le SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 1800 ménages dans les régions du centre du Mali.

Depuis 2019, les données sont collectées tous les trois mois dans 15 cercles, 60 communes et 120 villages par un réseau de 30 facilitateurs et facilitatrices. La 12^{ème} enquête a été réalisée du 13 au 29 septembre 2022.



Éducation

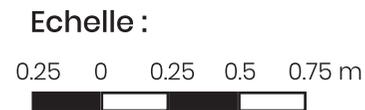
62% de l'échantillon est non alphabétisé et **18%** a atteint le niveau fondamental 1^{er} cycle. **62%** des enquêtés scolarisés ont effectué leur scolarité à l'école fondamentale et **21%** à l'école coranique.

Emploi / métiers

57% de l'échantillon est composé d'agriculteurs / maraîchers, **20%** de ménagères et **8%** de commerçants.

Localités d'enquête par cercle

/// Source : Décentralisation / cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur du Projet Mali centre.





**Au niveau national, la confiance dans les autorités de transition reste stable (71%).
La confiance dans le CNT est de 39%.**

La gouvernance

Présence des acteurs et institutions

La présence des autorités et agents de l'État varie avec le niveau d'insécurité

- Certaines autorités sont contraintes de résider hors de leur lieu de fonction pour des raisons de sécurité
- Les gouverneurs et les préfets sont majoritairement présents sur leurs lieux de fonction alors que les sous-préfets sont souvent repliés dans les chefs-lieux de cercles ou de régions
- Les personnels de l'éducation et de la santé sont majoritairement présents
- Les communautés considèrent la chefferie traditionnelle comme l'institution la plus importante, devant la mairie

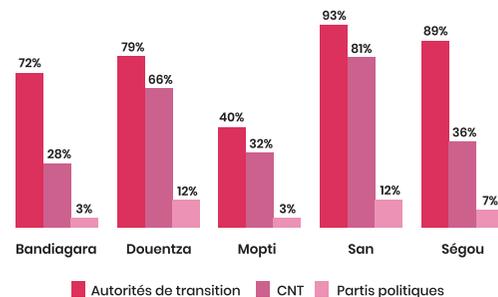
Niveau de satisfaction au niveau local

- Les maires sont très appréciés notamment ceux qui obtiennent des aides alimentaires
- Les autorités coutumières et traditionnelles ont reçu des médailles et des attestations souvent en présence des autorités sous-préfectorales ou préfectorales au moment des célébrations de l'indépendance

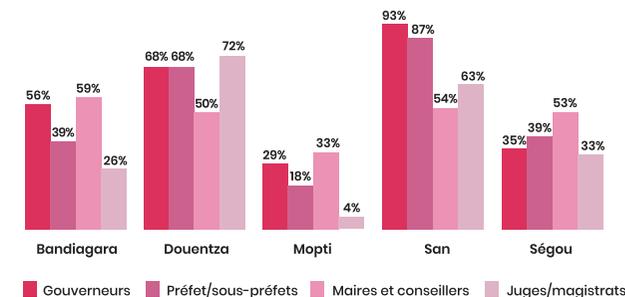
Niveau de confiance au niveau national



Confiance accordée aux institutions politiques



Confiance accordée aux autorités locales



Le taux de confiance reste plus faible dans les cercles/régions où l'insécurité est la plus forte.

Accès aux services

- Les enquêtés ont accès à un certain nombre de services dont l'éducation, la santé, l'eau potable. L'électricité (EDM) est surtout disponible dans les zones urbaines.
- Dans le domaine de la santé, les ménages rapportent des ruptures d'approvisionnement de certains médicaments, des ordonnances chères, le manque de compétence des médecins et des erreurs de diagnostic.

- Les services sont disponibles mais les populations se plaignent de leur qualité, du manque de matériel et de l'insécurité qui les empêche d'avoir accès à certains types de soins ou aux écoles plus éloignées.
- Dans leur vie quotidienne, la non-possession de pièces d'identité est une contrainte, d'autant plus que les contrôles sont plus fréquents avec le redéploiement des FDS.

Justice

63% considèrent le système coutumier comme étant le plus impartial

24% le système religieux
12% le système étatique
La justice peut également être rendue par les Dozos ou les groupes djihadistes

En cas de conflit mineur ou de crime grave ou de conflit lié aux ressources naturelles, les populations se tournent en priorité vers le chef de quartier/village, leur famille et les autorités traditionnelles.

Le développement

L'augmentation des prix des produits de première nécessité (lait, huile, sucre, riz et mil) et la cherté de la vie sont les problèmes les plus rapportés. Le prix des intrants a aussi beaucoup augmenté tout comme celui des aliments pour le bétail. Les activités économiques sont toutes affectées par l'insécurité, avec des conséquences sur le fonctionnement des marchés hebdomadaires, la sécurité du bétail lorsque ce dernier s'éloigne du village ou encore la possibilité d'accéder aux champs éloignés et aux bois d'énergie. Les populations attendent une aide de l'État face au risque de crise alimentaire.

Les activités économiques



74%
des revenus des ménages provient de l'**agriculture**

- 7%** du **commerce**
- 3%** de l'**élevage**
- 3%** de l'**artisanat**
- 3%** de la **pêche**

// Agriculture

91% des ménages pratiquent l'agriculture comme activité principale ou annexe. La production suffit "partiellement" ou "pas du tout" à couvrir les besoins de la famille. Le manque d'intrants, du fait de l'augmentation des prix, est devenu le problème principal.



// Principal problème lié à l'agriculture

- Climat (sécheresse, inondation)
- Manque d'intrants
- Manque d'équipements

// Élevage

76% des ménages possèdent des animaux. Ceux qui n'en possèdent pas disent manquer de moyens financiers pour en acheter. Dans le cercle de Bankass, 100 % avancent le vol des animaux comme raison principale ; les habitants de Douentza et Mopti l'insécurité et le conflit.

// Pêche

La principale utilisation des produits de la pêche est la nourriture pour la famille.

C'est une activité très contrôlée par les djihadistes qui imposent dans certaines localités des heures de pêche et l'interdisent dans d'autres, en particulier celles proches de leurs bases. L'insécurité contraint les pêcheurs bozos à s'adonner à l'agriculture dans le cercle de Youwarou.

// Commerce

La pratique du commerce se maintient mais elle est plus difficile dans les cercles où l'insécurité est la plus forte. Le mauvais état des routes est une contrainte importante tout comme les attaques régulières contre les transports en commun.



// Accès physique au marché

- Facile
- Un peu difficile
- Très difficile

83% des ménages considèrent que leur source principale de revenus a été affectée par l'insécurité.



// Confiance dans les membres de ma famille



// Confiance dans les membres de ma communauté



// Confiance dans les membres d'autres communautés

- Améliorée
- N'a pas changé
- Détériorée



Les activités sociales

Les populations continuent de participer à des activités communautaires mais il s'agit essentiellement des baptêmes, mariages et funérailles ou encore de réunions avec les autorités locales ou des activités collectives de récoltes.

Relations entre les membres :



de la famille
★★★



d'une même communauté
★★★



d'autres communautés
★★

Négociations de pactes

La négociation de pactes entre les communautés, ou entre les communautés et des groupes armés se fait au détriment de l'État. Les conditions des pactes ne sont pas toujours respectées et les communes qui refusent de signer subissent des mesures de rétorsion. Dans le cercle de Niono, la détérioration des relations entre communautés est attribuée, en partie, aux Dozos qui accusent certains villages de complicité avec les djihadistes.

La négociation de ces accords est une question de survie.



Éducation (6-18 ans) et santé (+)

Près de la moitié des enquêtés disent scolariser « certains de leurs enfants » (**54%**) contre **12%** qui disent les scolariser tous et **9%** qui n'en scolarisent aucun. Les filles et les garçons sont scolarisés dans les mêmes proportions. **Les cercles de Mopti, Douentza et Ténenkou sont les plus touchés par la fermeture des écoles par les groupes djihadistes.**

Les enfants continuent d'être vaccinés. En cas de maladie, le CSCOM ou le dispensaire sont privilégiés. Le mauvais état des routes est mentionné comme une contrainte dans l'accès aux soins, en particulier pour les femmes enceintes.

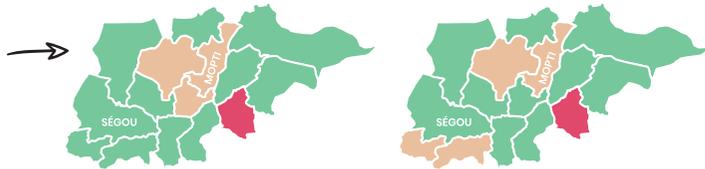
La sécurité

La vie quotidienne des populations du centre Mali est caractérisée par les braquages, les enlèvements d'agents, de commerçants, de jeunes hommes et du bétail.

Perception de la sécurité

// Situation sécuritaire au Mali

// Situation sécuritaire dans ma localité



95% des enquêtés se disent « optimistes »

Le retentissement de l'attaque de Mourah (mars 2022) a été très fort dans les cercles de Djenné, Bankass et Mopti. Les populations parlent beaucoup de braquages, de banditisme, de cette insécurité quotidienne qui les empêche de circuler.

Acteurs sécuritaires les plus présents



GAD : Groupes d'auto-défense **FAMa** **Gendarmerie** **Garde nationale**

Les forces stationnent dans les chefs-lieux : les villes concentrent l'essentiel des forces que ce soit les FAMa, la garde nationale, la gendarmerie ou la police. Les groupes d'auto-défense assurent la sécurité dans les zones rurales. La présence de forces russes est de plus en plus visible et mentionnée par les populations.

Enquête de perception menée du 13 au 29 septembre 2022 - Ce projet est financé par l'Union européenne

Confiance envers les forces de sécurité

La confiance dans les forces de sécurité est très forte :



La confiance est cependant plus faible dans les cercles où ils sont plus présents

Perception de l'insécurité

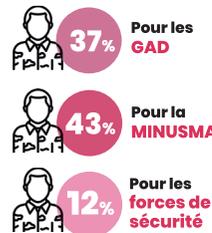
Une majorité considère que la garde nationale, les FAMa, la gendarmerie, la police, les GAD et la MINUSMA respectent les populations sans discrimination contre 3% pour les groupes armés djihadistes.

96% Des enquêtés jugent que les groupes djihadistes représentent une source d'insécurité

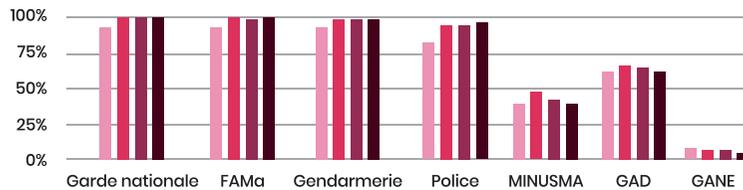
Les principales raisons :

- Cibles potentielles des groupes djihadistes (garde nationale, FAMa, gendarmerie)
- Corruption (police)
- Comportement hors la loi (GAD et MINUSMA)
- Violence arbitraire (groupes djihadistes)

Le prix à payer pour la sécurité est souvent très élevé pour les villages qui doivent fournir aux Dozos, hommes et matériels.



Confiance dans les acteurs sécuritaires ● Nov. 2021 ● Fév. 2022 ● Juin 2022 ● Sep. 2022



Les conséquences de l'insécurité :



- Les prix des denrées ont augmenté
- Mes revenus ont diminué / manque de moyens
- Moins de produits disponibles à la vente

Les principales menaces pour les populations

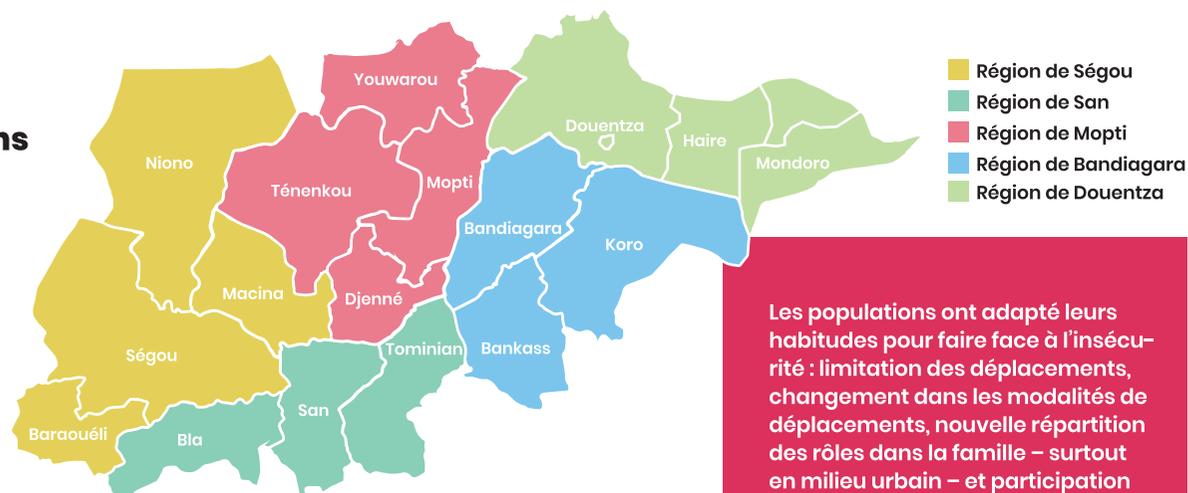
Pour **98%** des enquêtés : La pauvreté et le chômage

97% L'insécurité alimentaire

40% Les agressions physiques et vols avec violence

48% La violence des groupes armés non étatiques

32% les conflits agriculteurs/éleveurs



Les populations ont adapté leurs habitudes pour faire face à l'insécurité : limitation des déplacements, changement dans les modalités de déplacements, nouvelle répartition des rôles dans la famille – surtout en milieu urbain – et participation ou soutien à un GAD.



Conclusion

- **La principale préoccupation est l'insécurité alimentaire** : les stocks sont consommés en 6 ou 7 mois et les ménages rapportent ne faire qu'un ou deux repas par jour. Les populations attendent que le gouvernement prenne des mesures contre la cherté de la vie et pour limiter l'augmentation des prix de première nécessité, des engrais et des aliments pour les animaux. Toutes les activités économiques sont affectées, obligeant souvent au cumul de plusieurs activités professionnelles.
- **Au plan économique, les populations hésitent à se déplacer pour aller aux foires à cause du mauvais état des routes, des couvre-feux et de l'insécurité.** Dans certaines zones, la zakât est prélevée sur les activités rizicoles et pastorales. **Les menaces pesant sur le monde rural sont très importantes** : les agriculteurs abandonnent leurs champs pour trouver refuge dans les communes urbaines et les éleveurs ont du mal à transhumer leurs troupeaux ou même à aller dans les pâturages.
- **La confiance dans les autorités de transition reste importante**, les FDS sont plus visibles dans le centre du pays depuis le début de l'année 2022 et les autorités déconcentrées ont été redéployées. Cependant, la baisse de confiance est plus marquée dans les zones où la sécurité se dégrade et le désaveu envers la classe politique est inquiétant.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Stockholm International Peace Research Institute et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © – 2022 – Stockholm International Peace Research Institute. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

Pour toute information complémentaire : SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org